

Contre la transphobie d'Etat !

Pour les droits des personnels et élèves trans et intersexes



Dans une situation politique marquée par les poussées réactionnaires, SUD éducation réaffirme l'urgence de se saisir syndicalement de la lutte pour les droits des personnes trans et intersexes. Le gouvernement Barnier, tout juste nommé, représente une menace directe pour les droits des personnes LGBTQI+ : mis "sous surveillance" par le Rassemblement national, il regroupe de nombreuses personnalités de droite proches de la "Manif pour tous" et des milieux réactionnaires homophobes et transphobes. Soutenue par les Républicains, l'arrivée au gouvernement de sénateurs·ices ayant porté au printemps la proposition de loi visant l'interdiction des transitions des mineur·es marque une étape supplémentaire dans la stratégie de harcèlement envers les personnes LGBTQI+. Les attaques envers les personnes étrangères, par un gouvernement ayant soutenu la loi "Asile et immigration" et soutenant la suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME), sont également une menace directe contre les droits des populations précaires et leur accès à la santé. Ne soyons pas dupes : derrière ce gouvernement, ce sont toutes les transitions et de manière plus large le droit à disposer de son corps par l'IVG, la PMA, l'interdiction des chirurgies sur les enfants intersexes, l'accès à la contraception et l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, qui sont attaquées.

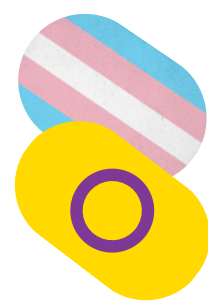
L'école est un sujet central dans la lutte pour les droits trans et intersexes. Lieu d'accueil des mineur·es trans et intersexes, l'école est souvent un espace de violences, quand l'Education Nationale faillit à sa mission d'accompagnement, de soutien et d'émancipation de ces jeunes. Les personnels trans et intersexes sont également mis sous pression, et trop rarement protégé·es par les hiérarchies lorsqu'ils sont menacé·es sur leur lieu de travail. Les violences hétérosexistes structurent le milieu scolaire : injures, harcèlements, mépris affiché, « outings » forcés. Aujourd'hui, certaines personnes trans peinent encore à faire valoir leur changement de genre ou d'identité sur leur lieu de travail, dans les documents officiels ou administratifs. L'école, "mère des batailles" selon Gabriel Attal, est aussi au cœur des offensives réactionnaires partout dans le monde, de la Floride à l'Italie en passant par les offensives contre le "wokisme" relayées de la macronie au RN. Le rapport sur les LGBTIphobies de SOS homophobie de 2022 précise que

Les droits des personnes trans et intersexes :

- **Le changement de prénom et de civilité doivent être respectés à l'oral et sur les documents;**
- **Lorsque le changement d'état civil a eu lieu, tous les documents doivent être modifiés dans les plus bref délais. S'ils ont été publiés et délivrés avant la transition, les documents doivent être corrigés ;**
- **Votre hiérarchie doit apporter une réponse systématique aux comportements transphobes.**

Contre la transphobie d'Etat !

Pour les droits des personnels et élèves trans et intersexes



Droits des élèves trans :

- **Conformité des documents administratifs avec l'état civil**
- **Respect de l'expression de genre par l'habillement et l'apparence**
- **Porter une attention particulière à la disposition des espaces d'intimité (toilettes, vestiaires, dortoirs...)**

8% des actes de transphobie recensés s'exercent en milieu scolaire. SUD éducation se place du côté des élèves trans et intersexes ainsi que des personnels LGBTQI+ et revendique une réelle protection des enfants, contre les violences médicales, physiques, morales et sexuelles dont ils sont victimes.

Face à la transphobie et aux violences contre les personnes intersexes, ce sont de nouveaux droits qui sont à conquérir : accès au changement de la mention de sexe et du prénom à l'état civil libre et déjudiciarisé, garantie d'accès remboursée à toute forme de transition médicale et aux médicaments, fin des opérations forcées contre les enfants et adolescents intersexes, financement de la recherche, lutte contre les violences, réels moyens pour les services publics, garantie réelle de dépsychiatisation...

SUD éducation revendique :

- L'effectivité des séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle prévues dans les textes officiels et la prise en compte dans ces séances d'une perspective non cis-hétérocentrée, qui mettent sur un pied d'égalité tous les corps, toutes les orientations sexuelles et toutes les identités de genre ;
- Le respect du prénom et du pronom d'usage pour les élèves et personnels trans ;
- L'obligation pour l'administration de soutenir, aider et défendre tous les membres de la communauté éducative discriminé·es pour leur identité de genre (changement de nom, de genre, accès aux soins et à la protection fonctionnelle,...) ;
- L'arrêt des interventions médicales subies pour les mineur·es intersexes et leur accueil inconditionnel à l'école ;
- L'élaboration d'un programme, par la communauté éducative, qui aborde davantage le genre, les identités de genre et l'intersexuation ;
- La mise en place dans la formation initiale de modules obligatoires sur l'intersexuation, les identités de genre et l'orientation sexuelle, pour les futur·es enseignant·es (selon un volume horaire identique dans tous les INSPE), et pour toutes les autres catégories de personnel (CPE, agent·es) ;
- L'obligation pour l'administration de soutenir, aider et défendre tous les membres de la communauté éducative qui, du fait de leur identité de genre, subiraient diverses formes de brimades, de harcèlement ou de discriminations (élèves, personnels, parents).
- L'obligation pour l'administration d'accompagner ces membres dans leurs démarches, y compris dans le cadre d'un changement de genre et/ou d'identité, en veillant à leur assurer un environnement sécurisé pour qu'ils puissent effectuer leur parcours sans être mis en danger dans leur milieu éducatif et professionnel.

Pour cela, soyons nombreux et nombreuses à la marche de l'ExisTransInter du samedi 12 octobre à Paris et à tout autre rassemblement organisé en France tout au long de l'année